

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 964^e
SÉANCE**

Mardi 19 octobre 1965,
à 15 h 20



NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite)	71

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

En l'absence du Président, M. Silva (Chili), vice-président, prend la présidence.

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. OSOGO (Kenya) estime que les problèmes économiques peuvent se grouper sous trois rubriques: commerce, industrialisation et assistance financière et technique.

2. En matière de commerce, le grand problème est l'écart persistant entre les recettes d'exportation du monde industrialisé et celles du monde non industrialisé. L'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement^{1/} marque un progrès dans la voie d'une répartition plus équitable du revenu mondial, mais on ne saurait se féliciter réellement de son élaboration que lorsqu'il aura été mis à l'épreuve de la pratique. Les recettes d'exportation des pays en voie de développement souffrent de deux facteurs principaux: la baisse continue des prix des produits de ces pays, qui s'accompagne d'une hausse continue des prix des articles manufacturés qu'ils doivent importer, et l'insignifiance de leurs recettes invisibles. Pour remédier à cette situation et aider les pays en voie de développement à s'industrialiser, il convient de mettre rapidement en pratique les dispositions énoncées dans la deuxième partie de la recommandation A.II.1 et dans la recommandation A.III.8 de l'Acte final de la Conférence. L'ONU doit en effet favoriser la création, parmi les pays en voie de développement eux-mêmes, de marchés pour leurs propres articles manufacturés. Elle peut le faire, d'une part, en persuadant les pays industriels de s'abstenir d'exporter vers les pays en voie de développement les articles que ceux-ci fabriquent eux-mêmes et, d'autre part, en encourageant la constitution de groupements régionaux et en contribuant à l'établissement de réseaux de communications et de transports. Le Kenya, qui est un membre actif du Marché commun de l'Afrique orientale et a l'intention de participer à la conférence sur l'harmonisation du développement industriel que doit organiser le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Est, a déjà consulté d'autres pays africains en organisant des missions économiques et de bon voisinage, qui lui ont permis de s'assurer que le principal

obstacle au commerce entre pays africains est le manque de communications et de transports. Pour combler cette lacune, qui se fait sans doute sentir dans toutes les régions en voie de développement, les pays intéressés auront besoin d'une aide extérieure.

3. La question des exportations invisibles des pays en voie de développement a été étudiée par la Troisième Commission de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui a fait des suggestions utiles, reproduites dans l'annexe F à l'Acte final, en vue d'accroître les recettes des pays en voie de développement provenant des transports maritimes, des assurances et du tourisme. La délégation kényenne estime que le tourisme est, et demeurera longtemps encore, la principale source de recettes invisibles des pays en voie de développement. Les autres pays africains que le Kenya a consultés partagent cette opinion et désirent tous une réduction des tarifs des transports aériens, qui stimulerait le tourisme dans le monde en voie de développement. Les délégations de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Kenya ont déjà soulevé la question à la dernière réunion de l'OACI mais, selon M. Osogo, il faudrait surtout convaincre l'Association du transport aérien international, qui régit la structure des tarifs.

4. En ce qui concerne l'industrialisation, la délégation kényenne se félicite de voir le concept de la coopération régionale gagner du terrain dans les pays en voie de développement. En effet, tant pour les investissements que pour les débouchés, des opérations entreprises à l'échelon régional offriraient de grands avantages. Certains éléments d'infrastructure, comme les réseaux de transports, de télécommunications et de distribution d'énergie électrique, doivent d'ailleurs nécessairement être conçus à l'échelon régional, voire même continental. La délégation kényenne est donc en plein accord avec les termes de la résolution 1081 A (XXXIX) du Conseil économique et social, relative aux activités du Centre de développement industriel.

5. Toutefois, que les plans de développement soient établis à l'échelon régional ou national, ils ne pourront porter leurs fruits qu'à l'aide d'un financement suffisant. Tout en reconnaissant les difficultés de balance des paiements qui ont pu ralentir le courant des capitaux en provenance des principaux marchés financiers de l'Ouest, tout en reconnaissant aussi que les prêts accordés par les pays développés aux pays en voie de développement dans le cadre d'accords bilatéraux ont récemment pris le pas sur les investissements privés, et que la Banque mondiale et les institutions qui lui sont reliées ont doublé leurs versements aux pays en voie de développement entre 1961 et 1963, la délégation kényenne ne peut s'em-

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11.

pêcher de penser que le courant de capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement pourrait être accru si les premiers le voulaient réellement, car, comme l'a dit le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (955ème séance), des arrangements coopératifs appropriés élaborés entre les pays industriels pourraient peut-être permettre de soustraire, partiellement au moins, la politique de l'aide aux vicissitudes de la balance des comptes de tel ou tel pays. Si les capitaux continuent de manquer aux pays en voie de développement, c'est en raison des intérêts politiques égoïstes des pays développés, qui les amènent à préférer l'assistance bilatérale malgré les inconvénients qu'elle présente pour les pays en voie de développement.

6. Comme l'a souligné judicieusement le Secrétaire général à la trente-neuvième session du Conseil économique et social, il importe de confier une plus grande proportion de l'assistance internationale aux institutions multilatérales et en particulier aux organismes des Nations Unies. Comme l'a également dit le Secrétaire général, les limites au développement qui subsistent sont dues à l'incapacité de la communauté mondiale de s'organiser avec assez de courage, de résolution et de logique pour éliminer les disparités les plus flagrantes et créer dans le monde une société où les fruits du progrès, tout comme le fardeau des devoirs, seraient répartis de façon plus égale. C'est en soulignant le mot de "courage" que M. Osogo veut conclure, car l'essentiel est que tous les pays, et particulièrement les pays développés, aient le courage de subordonner leur égoïsme aux responsabilités qui leur incombent vis-à-vis de l'humanité.

M. Pierre Forthomme (Belgique) prend la présidence.

7. Sir Ellis CLARKE (Trinité et Tobago) rappelle que, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le représentant de son pays a déclaré que la Conférence annonçait la décolonisation économique et constituait, de la part des pays en voie de développement en particulier, une tentative en vue de corriger les déséquilibres rendus inévitables par le système colonial. Il ne saurait donc plus être question aujourd'hui d'entamer une évolution progressive qui se donnerait pour fin ultime de supprimer les inégalités qui pèsent si lourdement sur la plupart des pays représentés à la Commission. C'est une véritable révolution qui s'impose; d'abord dans les façons de penser, puis dans les attitudes et les méthodes et, enfin, dans les actes. La décolonisation politique est en grande partie accomplie, mais les épreuves et les souffrances de tous ceux qui, pendant si longtemps, ont profité si peu des fruits de leur labeur ne semblent jamais devoir prendre fin. Seule la volonté commune de tous les pays unis dans un esprit de coopération harmonieuse permettra d'en terminer avec une situation héritée de l'exploitation effrénée du passé.

8. Les pays en voie de développement doivent, bien entendu, prendre conscience de la nécessité de fournir un gros effort, de planifier soigneusement leur économie et de consentir à certains sacrifices inévitables.

Mais, dans cette entreprise, ils devraient pouvoir compter sur la compréhension généreuse et l'assistance des pays développés. Il ne suffit pas de traiter ces pays avec justice; encore faut-il savoir se montrer charitable et leur épargner, pour quelque temps au moins, les rigueurs d'une concurrence impitoyable. Ce que les pays en voie de développement attendent des pays développés, ce n'est pas seulement une aide financière, pour importante qu'elle soit, mais un effort sincère de coopération pour les aider dans leur tâche de développement. Ainsi, les pays développés pourraient, sans subir de grave préjudice, renoncer au profit des pays en voie de développement à la production primaire, d'ailleurs souvent subventionnée, et ouvrir leurs marchés à des produits manufacturés dont la fabrication, dans les pays en voie de développement, occupe une large main-d'œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée. En outre, une politique d'immigration libérale de la part d'un grand nombre de pays développés aiderait les pays en voie de développement à s'alléger d'une partie de leur main-d'œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée tout en n'ayant pas à se séparer d'un personnel hautement qualifié formé au prix de longs et coûteux efforts.

9. Certains pays en voie de développement, et c'est le cas de la Trinité et Tobago, ont à faire face à des problèmes particuliers dus à leur faible superficie et à la densité relative de leur population. Ils doivent donc faire preuve d'une grande souplesse dans l'évaluation de leurs besoins, de leurs problèmes et de leur niveau de développement. Il convient de ne pas accorder une importance exagérée aux données statistiques. Ainsi le revenu par habitant de la Trinité et Tobago, qui est relativement élevé, ne donne aucune idée du sous-développement de ce pays. Un grand nombre d'autres facteurs doivent entrer en considération.

10. Jusqu'ici, l'assistance internationale a été assortie de telles conditions — taux d'intérêt élevés, obligation d'acheter les produits des pays fournisseurs de capitaux — que les effets en ont été pratiquement annulés. Aussi est-il encourageant d'apprendre qu'on peut s'attendre, dans un avenir relativement proche, à une politique plus libérale en matière de prêts.

11. Ces critiques ne signifient d'ailleurs pas que l'esprit de coopération auquel il a été fait appel ne se manifeste pas déjà. A travers les nombreux programmes et activités des divers organismes des Nations Unies, on discerne la marque constante d'une bonne volonté et le souci unanime de maintenir une coopération fructueuse. Ce n'est pas critiquer les organismes et les programmes des Nations Unies que de penser qu'avec le bénéfice de l'expérience leur efficacité peut être améliorée. En effet, ils ont été créés non pas par des gens épris de logique mais par des esprits pratiques qui se préoccupaient d'abord de ce qu'il était possible de réaliser à un moment donné. La complexité actuelle des activités peut surprendre, voire décourager les petits pays, qui sont en droit de se demander si elles servent bien les meilleurs intérêts de ceux qu'elles visent essentiellement à aider. Ces préoccupations ont conduit la délégation de la Trinité et Tobago à s'associer à la délégation de Malte pour demander l'inscription du point 100 à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

L'examen général des programmes et activités devrait permettre de renforcer la coordination entre les divers organismes, de mettre à profit l'expérience acquise au long des années et de préparer méthodique-

ment l'avenir sans pour autant entraver la réalisation d'autres tâches et d'autres efforts.

La séance est levée à 16 heures.

